

République du Bénin

Cour constitutionnelle



GREFFE

N° 003 / CC/GEC

**PREMIERE CHAMBRE DE MISE EN ETAT
RÔLE DU MARDI 21 JANVIER 2025
HEURE : 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle
sise à Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**

N° D'ORDRE	N° DU RECOURS	REQUERANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATIONS
1.	1273/218/REC-24 du 26/06/2024	Prosper ALLAGBE	Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation	Recours en inconstitutionnalité du défaut de subvention du Centre Béninois de Formation Professionnelle des Avocats (CBFPA) par l'Etat.	
2.	1275/220/REC-24 du 26/06/2024	Prosper ALLAGBE	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire	Recours en inconstitutionnalité des conditions de création d'une école primaire au Bénin	
3.	1372/241/REC-24 du 09/07/2024	Prosper ALLAGBE		Recours en inconstitutionnalité de « l'utilisation massive de l'option d'incompétence à la haute Juridiction ».	
4.	1375/244/REC-24 du 09/07/2024	Prosper ALLAGBE	-Assemblée nationale -Gouvernement	Recours en inconstitutionnalité « du caractère aléatoire du renouvellement du mandat constitutionnel ».	



5.	1426/248/REC-24 du 15/07/2024	Taiwo AGBOOLA dit « T Boy »	Juge du 4 ^{ème} cabinet d'instruction du tribunal de 1 ^{ère} instance de 1 ^{ère} classe de Cotonou	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
6.	1434/250/REC-24 du 15/07/2024	Aziz OKOKOSSISSI	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
7.	1555/276/REC-24 du 29/07/2024	-Salifou YEDIPAGOUBA -Palbouguidi DJADJALI	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme.	Recours pour détention arbitraire et demande de mise en liberté d'office.	
8.	1556/277/REC-24 du 29/07/2024	-Wongo N'Douro SABI SEGUE -Bio Mané SABI SEGUE	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme.	Recours pour détention arbitraire, diffamation et demande de mise en liberté.	



9.	1562/280/REC-24 du 29/07/2024	Dossou Janvier AKPO	Directeur général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale	Recours pour violation de l'article 102 de la loi portant code de sécurité sociale en République du Bénin.	
10.	1557/309/REC-24 du 29/07/2024	Samuel ACOUTE	La Poste du Bénin SA	Demande d'intervention de la Cour dans un conflit de travail.	
11.	1591/310/REC-24 du 02/08/2024	Thomas C.M Adekpo MISSINHOUN	Commission Electorale Nationale Autonome (CENA).	Candidature à l'élection présidentielle d'Avril 2026.	
12.	1764/319/REC-24 du 27/08/2024	-Christian Sétondji AKPOHOUE -Adiwanou Pamphile SINHOU -Samuel AÏKPE	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	



13.	1788/323/REC-24 du 02/09/2024	Emile SOCLOUNON	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Recours pour détention arbitraire.	
14.	1799/325/REC-24 du 05/09/2024	Zakari BANKI	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
15.	1736/329/REC-24 du 20/08/2024	Collectif des victimes de l'Agence pour la Promotion et l'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises (PAPME) représenté par Mesdames Pépine HOUNKANNOU, Inès GOZO et autres.	Agence pour la Promotion et l'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises (PAPME)	Recours pour violation de la Constitution.	
16.	1768/330/REC-24 du 27/08/2024	Alain MONTIN	Maître Casimir AHOUNADE, huissier de justice	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure d'exécution de décision de justice.	



17.	1856/336/REC-24 du 19/09/2024	Bani ALLOU	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Recours pour détention arbitraire, violation de droits humains et du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
18.	1983/359/REC-24 du 08/10/2024	Soulé BIO	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains	
19.	1998/365/REC-24 du 09/10/2024	Angelo FADEYI	Juge du 2 ^{ème} cabinet d'instruction du tribunal de 1 ^{ère} instance de 1 ^{ère} classe de Cotonou.	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
20.	2061/376/REC-24 du 05/11/2024	Juste ATINDEGLA	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
21.	2073/378/REC-24 du 24/10/2024	Fidèle HOUEDANOU	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Recours pour détention arbitraire et violation du droit d'être présenté à une juridiction de jugement dans un délai raisonnable.	



22.	2149/387/REC-24 du 05/11/2024	Mohamed MAMA	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
NOUVELLES AFFAIRES					
23.	2220/404/REC-24 du 13/11/2024	Michel Chégoun DENALE	Juge du 1 ^{er} cabinet d'instruction du tribunal de 1 ^{ère} instance de 1 ^{ère} classe de Porto-Novo.	Recours pour détention provisoire abusive et demande de mise en liberté d'office.	
24.	2236/409/REC-24 du 14/11/2024	Sanni DJODI	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Recours pour détention arbitraire, traitements cruels, inhumains et dégradants et violation de droits humains.	
25.	2290/422/REC-24 du 25/11/2024	Armel IRENIKACHE	Procureur de la République près le tribunal de 1 ^{ère} instance de 2 ^{ème} classe d'Abomey-Calavi.	Demande de mise en liberté d'office.	



26.	2294/423/REC-24 du 26/11/2024	Christian HOUNKPATIN	Procureur de la République près le tribunal de 1 ^{ère} instance de 2 ^{ème} classe d'Abomey-Calavi.	Recours pour détention arbitraire et violation du droit d'être présenté à une juridiction de jugement dans un délai raisonnable.	
-----	----------------------------------	----------------------	---	---	--

Cotonou, le 14 JAN 2025

Le Greffier en Chef,




Sylvestre FARRA